



LA BOURSE OU LA VIE

La crise financière a déjà des conséquences énormes. Nous ne sommes pas à l'abri d'une nouvelle grande dépression mondiale.

Depuis des années, nous vivons une très grave crise sociale, faite de chômage, de précarité, de bas salaires, et de reculs de tous nos droits sociaux. Dix fois, on nous a annoncé « le bout du tunnel ». Mais tout s'aggrave.

On nous parle de « moraliser le capitalisme ». Autant vouloir apprivoiser un requin. C'est le système lui-même qui est en cause. Un système obsédé par les profits, la rentabilité et l'enrichissement sans limite de quelques uns au détriment du développement de chacun. Un système qui va de crises en crises : sociale, alimentaire, écologique, financière... Un système qui nourrit des tensions et des conflits de plus en plus graves.

Ce qui se passe aujourd'hui n'a rien à voir avec une prétendue « dérive » du capitalisme. C'est son aboutissement logique. A force d'orienter tout l'argent possible vers la finance et la spéculation, l'économie réelle est asphyxiée. Et ça finit nécessairement par exploser.

Il faut faire autrement, changer de logique en commençant à transformer profondément le capitalisme. Plutôt que la Bourse, il faut privilégier la vie. Et si on considérait par exemple l'augmentation des salaires, l'éducation et la recherche, le développement et l'amélioration des Services Publics, toutes les dépenses utiles aux femmes et aux hommes comme des solutions plutôt que des problèmes ?

Dans ce journal, le Parti communiste met des propositions en débat. Il appelle tous les citoyens à en débattre avec les forces de gauche qui le souhaitent. Et à se mobiliser tous ensemble pour exiger immédiatement de vraies solutions à la crise.



**SCANDALEUX
15 JOURS
POUR TROUVER**

**2 000
milliards d'€
POUR RENFLOUER
LES SPÉCULATEURS
EUROPÉENS**

A QUAND...

9 milliards pour le SMIC à 1500 € en France

7 milliards pour boucher le « trou de la sécu ».

82 milliards pour résoudre les épidémies et la faim sur la planète (rapport ONU).



La crise ne tombe pas du ciel

Ce n'est pas une « dérive » du capitalisme, mais la conséquence inévitable de sa logique.

1. Pour augmenter ses profits, le capitalisme comprime les salaires, le pouvoir d'achat, les services publics et les dépenses sociales, il délocalise et met les salariés en concurrence : c'est **la crise sociale**.

2. Conséquence : la demande et les investissements chutent.

La croissance est faible.

3. Pour augmenter malgré tout leurs profits, les capitaux s'orientent alors de plus en plus vers la Bourse et la

spéculation. C'est la « **bulle financière** », qui asphyxie l'économie réelle.

4. A force de faire baisser le pouvoir d'achat, la crise sociale entraîne l'économie vers la récession. Les financiers prennent peur que le système s'écroule (surendettement des ménages et crise des « subprimes » partie des USA) C'est **l'explosion de la bulle et la crise financière**.

5. Désorganisant tout le système bancaire et financier, cette explosion de l'économie casino peut entraîner le monde entier dans une **dépression** aux conséquences incalculables. Nous en sommes là !



Une catastrophe annoncée

Depuis des années, de nombreuses voix dénoncent la folie du capitalisme et de son économie-casino.

2006 :

« La financiarisation de l'économie étouffe les possibilités de répondre aux besoins réels des êtres humains et ne peut que conduire à des catastrophes.

Marie-George Buffet,
Secrétaire nationale du PCF

2002 :

« Les partis pris économiques et financiers de l'administration Bush conduiront «au désastre».

Paul Krugman,
Prix Nobel d'économie 2008

2006 :

« Nous ne savons pas si un miracle pourrait sauver l'économie ».

Josef E. Stiglitz,
Prix Nobel d'économie 2001,
(à propos de l'endettement des foyers américains)

2006 :

« Nous sommes en train de créer un monstre. Espérons que nous serons riches et retraités avant que ce château de cartes ne s'effondre ».

(Extraits de notes d'analystes boursiers saisies par l'autorité chargée de surveiller les opérations)

A L'OFFENSIVE POUR DES SOLUTIONS

(tourner la page)

Les caisses sont vides ? Mon oeil !

Bas salaires, petites retraites, coupes sombres pour la santé, l'emploi et les services publics, manque de logements... : **la droite et Sarkozy n'arrêtent pas de nous dire « désolés, les caisses sont vides ».** Mais tout le monde voit bien aujourd'hui que **c'est un mensonge éhonté.**

L'argent coule à flot. Tout ce que le capital a extorqué aux salariés et aux familles a nourri la spéculation et créé la fameuse « bulle financière ». **Et quand les financiers en ont besoin, on peut trouver des milliers de milliard d'euros en quelques jours.**

L'ARGENT, C'EST DANS LES POCHEDES RICHES QU'IL FAUT LE PRENDRE

ESSAYEZ DONC POUR VOIR...!



Les solutions Sarkozy : inefficaces et inacceptables

Bien sûr qu'il faut des mesures d'urgence ! L'argent des banques est celui de tous les français. Et elles sont le poumon de toute économie. Mais **donner des centaines de milliards d'euros sans aucune garantie qu'on change vraiment de logique, c'est irresponsable.**

Et même quand certains parle de nationalisation des banques, ils nous trompent : pour eux, **il s'agit de nationaliser les pertes,** puis de rendre les rendre les rênes à ceux qui nous ont mis dans le mur pour qu'ils recommencent leur course à la spéculation et aux profits. Et tout recommencera.

Qui va payer ?

Après les 700 milliards de dollars de Bush, Sarkozy vient de faire décider 360 milliards d'euros pour la France, et près de 2000 milliards en Europe. Les spéculateurs ont fait les profits, mais **c'est de l'argent public, le nôtre, qui va voler à leur secours !**



TOUT DE SUITE DU NEUF

Commencer, tout de suite, à transformer ce système qui nous mène au bord de la catastrophe, c'est possible, urgent et nécessaire. D'abord il faut protéger les salariés et les familles. Ils ne doivent pas payer les pots cassés d'une crise due à des choix politiques et la voracité des spéculateurs. Et il faut des mesures pour reconstruire une économie, un monde où chacun ait des conditions de vie digne, où l'avenir ne serait pas synonyme d'angoisse. Le Parti communiste met en débat ses propositions et présente les initiatives politiques qu'il prend pour bouger la situation.

RÉORIENTER L'ARGENT VERS L'ÉCONOMIE RÉELLE ET LA VIE

1 Augmentation des salaires et des pensions : seule solution pour faire redémarrer l'économie.

2 Réunion immédiate de tous les acteurs sociaux et économiques, pour décider des moyens de réorienter l'argent vers les besoins réels : **salaires et pouvoir d'achat**, emploi et formation, **logement**, santé, éducation et recherche, protection de l'environnement, investissement et toutes les dépenses socialement utiles.

3 Plan de développement et de modernisation des services publics pour écarter les biens communs de la loi du profit maximum. Et tout de suite, refus de toutes nouvelles privatisations, à commencer par celle de La Poste.

4 Lancement d'un grand programme d'équipements

structurants, en matière de transports, santé, sport et nouvelles technologies. Et garantie d'accès au crédit pour les **collectivités locales**.

5 Refonte de la politique industrielle au niveau européen.

6 Mise en place d'un **crédit sélectif** et, au lieu des aides publiques accordées aux entreprises sans contreparties, de **Fonds régionaux** pour bonifier des crédits contractés pour l'investissement, la recherche, l'augmentation des salaires, la formation ou l'emploi.

7 Réforme de la fiscalité pour pénaliser les fuites vers la spéculation et la finance et privilégier les investissements utiles. **Suppression du bouclier fiscal immédiat** pour les plus riches.

UNE GRANDE CAMPAGNE DE DÉBATS ET DE MOBILISATION

Comme en 2005 contre le traité constitutionnel européen, **le Parti communiste propose à tous ceux qui veulent agir de mener campagne pour arracher des mesures efficaces contre la crise :**

1000 rencontres dans les quartiers, les entreprises, les villages et les villes pour comprendre la crise et débattre des solutions.

Campagne de signatures d'un **Appel national** pour « des réponses nouvelles pour mettre l'argent au service des hommes et des femmes ».

Proposition que **les personnalités et les forces de gauche se rassemblent** d'urgence pour élaborer et soutenir un plan de mesures efficaces pour sortir de la crise et dessiner une alternative au système actuel.

Invitation à Paris, les **15 et 16 novembre**, des **progressistes d'Europe et du monde** entier pour construire entre eux des liens et travailler à ouvrir une alternative au capitalisme.

PROTÉGER LES SALARIÉS ET LES FAMILLES

- ➔ **Garantie des salaires** pour les salariés touchés par la crise.
- ➔ **Garantie absolue des dépôts bancaires** des petits et moyens épargnants.
- ➔ **Garantie de l'accès aux prêts** notamment pour les accédants à la propriété.
- ➔ **Garantie du logement** avec interdiction des expulsions et des coupures d'énergie.

MAÎTRISER LE SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER

➔ **Transparence absolue du système bancaire.** L'argent et la monnaie sont des biens communs, nécessaire à tous. Ils doivent être maîtrisés par tous les citoyens.

Pas d'argent public sans prise de contrôle. S'il doit venir au secours d'un établissement financier, comme Dexia, l'Etat doit pouvoir contrôler sa stratégie et sa gestion.

Créer un grand pôle public du crédit autour de la banque des Dépôts et Consignations, des Caisses d'épargne, d'Oséo et de la Banque postale. Ce pôle public doit avoir pour mission d'impulser une politique de crédit favorisant l'investissement utile et pénalisant lourdement les crédits à visée spéculative.

Contrôler les mouvements de capitaux. Il faut revenir sur l'aberrante liberté de circulation des capitaux qui alimente l'incendie financier et en finir avec les paradis fiscaux.

EUROPE ET MONDE

➔ **Aller vers un nouveau traité fondateur de l'Union européenne.** La banque centrale européenne, aujourd'hui esclave des marchés financiers, doit être mise au service du développement de l'industrie et des services. En remettant en cause son « indépendance » à l'égard des pouvoirs politiques. Mais aussi en allant vers un nouveau traité mettant fin au pacte de stabilité, au dogme de la « concurrence libre et non faussée », et au choix du dumping social et fiscal.

➔ **Refonte des institutions internationales à vocation économique et financière** pour les mettre au service du co-développement durable de tous les peuples. **Mettre fin à l'hégémonie désastreuse du dollar**, à remplacer par un outil monétaire commun de coopération.

DEVELOPPER UNE DÉMOCRATIE D'INTERVENTION CITOYENNE

La crise actuelle résulte de décisions prises par les Etats et par les actionnaires. Pour mettre en oeuvre d'autres logiques et d'autres choix il faut que **les citoyens et les salariés aient plus de pouvoirs d'intervention directe dans la vie publique comme dans les entreprises.**